



Evakuiert
Vier Gebäude des Europäischen Parlaments in Brüssel und das Besucherzentrum sind gestern wegen eines Sprengstoffalarms kurzzeitig evakuiert worden.

«Bruxelles n'est pas un extra-terrestre»

550 élèves discutent avec le Premier ministre et le directeur de l'UEL de l'avenir de l'UE et du Grand-Duché

LUXEMBURG
CLAUDE KARGER

Se faire rencontrer les décideurs de demain et les décideurs d'aujourd'hui: l'objectif de la plate-forme Interlycées qui avait organisé hier déjà la 11^{ème} édition de sa «Matinée d'Études». Matinée placée sous le signe de l'avenir du Luxembourg et de l'Europe. «Après plusieurs années de crise, après le paquet d'avenir proposé par le gouvernement pour assainir les finances publiques, il nous a semblé opportun de dresser un bilan intermédiaire», a pointé Denis Fellens l'un des coordinateurs de la plate-forme. Pour servir le sujet et répondre aux questions des quelque 550 élèves de lycées du Grand-Duché, mais aussi de la Grande Région, rassemblés pour l'occasion au «Forum Geesseknäppchen», deux invités de marque: le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel et le directeur général de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises, Jean-Jacques Rommes.

Si ce dernier a présenté en profondeur l'économie et les systèmes sociaux luxembourgeois, le discours de Xavier Bettel fut - sans surprise - davantage axé sur la politique. Le Premier ministre, qui veut faire bouger les choses, n'a pas manqué de souligner les avantages de cette Union européenne que d'aucuns veulent faire échouer aujourd'hui. Liberté de mouvement, d'études, protection juridique et sociale dans tous les pays membres, la monnaie unique: tout cela serait évident pour les citoyens aujourd'hui, mais a nécessité des décennies de travail ardu pour y arriver.

«L'Europe, c'est une chance»

Et Bettel de souligner qu'il faut continuer à y travailler pour conserver ces avantages. Le Premier ministre luxembourgeois a par ailleurs mis en garde de ne pas accuser les institutions européennes d'être la source de tout ce qui va mal dans les pays membres. «Bruxelles n'est pas un extra-terrestre», a pointé Bettel, «ce sont les ministres des pays membres qui prennent les décisions». Ce ne serait pas non plus un chef d'Etat ou de gouvernement qui pourrait décider seul du cours des choses.

L'Union européenne devrait se consolider à présent. Et le Premier ministre de souhaiter que l'on progresse plus rapidement aussi dans les dossiers environnementaux. Après tout, ce serait là aussi un héritage capital que les décideurs d'aujourd'hui devraient soigner pour le remettre en bon état à ceux de demain.

«L'Europe, c'est une chance. Vous avez très peu d'obligations et énormément de droits», a-t-il lancé aux élèves, leur recommandant de choisir les études qui les passionnent et d'aller à la rencontre des autres cultures européennes.

Place aux questions ensuite. Les élèves, qui en avaient préparé certaines en classe, se sont notamment intéressés à l'avenir des systèmes de pension. Au vu des changements démographiques, il faut les adapter évidemment. «Je n'hypothèque aucune solution», a souligné Xavier Bettel. Des solutions à trouver au niveau du dialogue social avec syndicats et entreprises. Pour le Premier ministre, l'investissement est par ailleurs la meilleure façon de combattre le chômage. Et Bettel d'espérer que le plan de relance de la Commission Juncker portera ses fruits. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis fut un autre sujet à questions. L'orateur a rassuré que l'Europe ne braderait pas ses acquis et valeurs pour des raisons économiques. D'ailleurs, les négociations sur le TTIP seraient encore en cours. ●



«Selfie» obligatoire: Xavier Bettel à la rencontre des élèves

Photo: Isabella Finzi

INTERLYCEES

Rapprocher étudiants et décideurs

«InterLycées» a été créé en 2004 par un groupe de professeurs pour organiser des cycles de formation soit sous forme de rencontres, de débats, de Matinées d'Études, de tables rondes ou de conférences et cela avec des décideurs ou responsables de toutes institutions de la «Société Nationale et Internationale». La plate-forme réunit des élèves des classes des sections et divisions supérieures, cycles de spécialisations de l'enseignement secondaire classique, moderne et technique luxembourgeois. Depuis 2006 l'école Européenne, l'International School et le Lycée Vauban se sont associés à l'initiative. Depuis 2006, des Lycées de la Grande Région (entre autres le Lycée Hélène Boucher de Thionville, l'Athénée Royal d'Arlon, le Deutsch-Französisches Gymnasium Saarbrücken) participent également aux activités.

www.interlycees.lu

Auf Europa-Tour

Griechischer Premier wirbt für Kurswechsel Athens - Festhalten am Euro



Will erfolgreich mit den EU-Partnern verhandeln: Alexis Tsipras
Foto: AFP

NIKOSIA/BRÜSSEL Der griechische Regierungschef Alexis Tsipras wirbt auf seiner Europa-Tour für den Kurswechsel Athens, die Abkehr vom harten Sparen und eine neue Schuldenregelung. Einen Euroaustritt will er nicht, aber auch nicht mehr die Troika-Sparkontrollen, wie er bei seiner ersten Station gestern auf Zypern bekräftigte. Weitere Stationen Tsipras sind heute Italien und morgen Brüssel. Berlin ist derzeit nicht eingeplant. Italiens Ministerpräsident Matteo Renzi empfängt Tsipras am heutigen Dienstag. Zur Zukunft der Troika und möglichen neuen Griechenland-Abmachungen wollte die EU-Kommission nicht im Detail Stellung nehmen. Ein Kommissionssprecher verwies auf

frühere politische Leitlinien Junckers aus dem vorigen Sommer. Er reagierte damit auf Medienberichte, wonach Juncker rasch die von der neuen Athener Regierung abgelehnte Geldgeber-Troika abschaffen wolle. In seinen - vor Amtsantritt in Brüssel - verfassten Leitlinien hatte Juncker gefordert, dass die Troika „in Zukunft“ durch ein demokratisch legitimes Gremium ersetzt werden solle. Brüssel pocht weiter auf die Einhaltung bisheriger Vereinbarungen zwischen den Euro-Partnern. Der Antrittsbesuch Tsipras bei EU-Kommissionschef Jean-Claude Juncker morgen ist besonders wichtig, weil davon Signale erhofft werden, wie es mit Griechenland weiter geht. Als Basis für die Gespräche sieht die EU-Kommission nach Angaben ihres Sprechers die Erklärung von Tsipras, wonach eine neue Abmachung die bisherigen Schuldenverpflichtungen des Krisenlandes gegenüber der EZB und dem IWF nicht infragestellen werde. Zu dem Treffen sagte der Kommissionschef: „Es wird am Mittwoch wahrscheinlich ein schwieriges Gespräch werden.“

Die EU-Kommission sei nicht in der Lage, neue Finanzvereinbarungen mit dem hochverschuldeten Griechenland alleine auf den Weg zu bringen, betonte der Sprecher der Brüsseler Behörde. „Die bestehende Abmachung ist ein Vertrag, der Griechenland und seine Europartner umfasst“, sagte er mit Blick auf das Hilfsprogramm. Jegliche Änderungen müssten von den 19 Euroländern gebilligt werden.

Tsipras sieht außerdem die Stabilität des Südostens Europas in Gefahr, wenn Griechenland oder Zypern sich vom Euro verabschieden würden.

In den vergangenen Monaten war immer wieder spekuliert worden, dass für Athen nur ein Ausstieg aus der Währungsunion („Grexit“) infrage komme. Griechenlands „einziges

und ausschließliches Ziel“ sei, die Verhandlungen mit seinen Partnern in der EU erfolgreich abzuschließen, versicherte Tsipras nach seinem Treffen mit Zyperns Präsident Nikos Anastasiades. Auf Hilfe aus Russland setzt Tsipras nach eigenen Worten derzeit nicht. LJ/DPA

WIE LUXEMBURG GRIECHENLAND UNTERSTÜTZT

140 Millionen Kredite,
381 Millionen EFSF-Hilfen

Mit wieviel Geld Luxemburg Griechenland unterstützt wollte der LSAP-Fraktionschef Alex Bodry rezent von Finanzminister Pierre Gramegna (DP) vor dem Hintergrund eines möglichen Schuldenschnitts für Athen wissen. Im Rahmen eines „Intercreditor Agreement“ hat Luxemburg sich im Mai 2010 verpflichtet, Darlehen von maximal 206.054.851,64 Euro zu gewähren. Zwischen Mai 2010 und Dezember 2011 wurden sechs Kredite in Höhe von insgesamt 140,1 Millionen Euro ausbezahlt. 2011 soll das Geld zurückgezahlt werden. Übrigens hat Luxemburg zwischenzeitlich Zinsen von knapp 9,9 Millionen Euro auf die Kredite eingenommen. Luxemburg beteiligt sich auch an der „European Financial Stability Facility“ und garantiert deren Engagement in Höhe von maximal zwei Milliarden Euro. Der Anteil Luxemburgs an den Hilfen des EFSF für Griechenland - in Höhe von insgesamt 141,1 Milliarden Euro - liegt bei 381 Millionen Euro.